

Discours de Mme Ana GUTU sur le projet de Résolution « La demande du statut de partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée Parlementaire présenté par le Parlement du Maroc », le 21 juin 2011

Mesdames et Messieurs, je félicite vivement les autorités du Maroc du vif intérêt qu'elles portent pour le statut de partenaire de l'APCE en tant que forum européen d'autorité en matière de démocratie et droits de l'homme. Les pays de l'Afrique de Nord pour lesquels l'APCE a montré ses préoccupations sincères après les événements en Tunisie, Egypte, Syrie, Lybie, Bahreïn lors de ses réunions plénières ainsi que de la Commission Permanente.

Je voudrais mettre en valeur la politique correcte dans le domaine de l'éducation au Maroc. Le roi Mohamed VI soutient de manière plénipotentiaire le développement de l'éducation sur toutes les dimensions, y compris celle universitaire. J'ai eu le plaisir de travailler avec des professeurs marocains dans le cadre des projets de l'Agence Universitaire de la Francophonie et je dois noter la haute qualité de leur prestation scientifique et didactique.

L'intérêt profond et les investissements importants qui ont été fait au Maroc dans le système de l'enseignement supérieur dans le désir d'adhérer au Processus de Bologne, d'accepter ses valeurs, processus qui est un phénomène européen visant la construction d'une Europe prospère en base des connaissances et de la recherche, dénote le bon choix des priorités fait par les autorités marocaines au profit de leur société.

Sans doute la préoccupation du Royaume de Maroc pour l'éducation, largement soutenu par son Excellence le roi Mohammed VI, est une preuve incontestable du désir de démocratisation rapide de la société marocaine.

Lors des sessions précédentes de l'APCE dans la Commission pour l'Egalité des chances entre les hommes et les femmes nous avons eu la possibilité d'écouter les militantes pour les droits des femmes au Maroc qui plaident avec courage et persévérance pour l'émancipation de la femme marocaine qui est de plus en plus active dans la vie sociale et politique du Maroc.

Je voudrais appuyer sincèrement l'initiative du Parlement de Maroc de devenir partenaire de l'APCE et j'exprime ma ferme conviction que cette collaboration étroite avec la Maison de droits de l'Homme ouvrira de nouvelles perspectives à la démocratie émergente du Royaume.